

**Conseil économique et social**

Distr. générale
7 janvier 1998
Français
Original: anglais

Commission du développement social**Trente-sixième session**

10-20 février 1998

Point 3 b) de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi du Sommet mondial pour le développement social : examen
des plans et programmes d'action pertinents des organismes des Nations
Unies concernant la situation des groupes sociaux**

**Exposé présenté par la Communauté internationale bahaïe,
organisation non gouvernementale dotée du statut
consultatif spécial auprès du Conseil économique et social****

Le Secrétaire général a reçu l'exposé ci-après, qui est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1996.

* * *

Les organisations non gouvernementales continuent d'apporter un soutien précieux aux familles, et ce, à tous les niveaux. Les gouvernements jouent également un rôle important à cet égard, et leur coopération avec la société civile et le secteur privé est essentielle.

Il n'en reste pas moins que le soutien aux familles est un processus complexe. S'il est généralement reconnu que

la famille constitue le foyer biologique et social de la civilisation, il est plus aisé, dans le cadre des accords internationaux et des politiques nationales, d'envisager ses composantes de manière isolée plutôt que de considérer la famille en tant qu'entité à part entière. En conséquence, de nombreuses conventions et résolutions touchant les femmes, les enfants et certains autres groupes ont été élaborées, mais peu d'entre elles concernaient la famille proprement dite.

Partout dans le monde, l'existence même des individus et des familles est menacée par la pauvreté. Compte tenu de l'écart croissant qui sépare les riches des pauvres, il est plus que jamais nécessaire que les gouvernements s'emploient concrètement à assurer aux familles soutien et protection. La pauvreté, malgré les engagements pris en vue de l'éliminer d'ici à l'an 2000, a des effets de plus en plus dévastateurs. Selon des statistiques établies par l'ONU, en 1993, plus d'un milliard de personnes, soit des millions de familles, vivaient

* E/CN.5.1998/1.

** Exposé présenté au nom des organisations non gouvernementales suivantes : Communauté internationale bahaïe, Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales, Conseil international des femmes, Fédération internationale de la vieillesse, Fédération internationale pour l'économie familiale, Association soroptimiste internationale, Fédération mondiale des organisations féminines ukrainiennes, Transfert mondial de l'information, Mouvement mondial des mères et Union mondiale des organisations féminines catholiques.

dans la pauvreté et manquaient du strict nécessaire, en particulier dans les pays en développement.

La Communauté internationale bahaïe et les autres organisations non gouvernementales affiliées au Comité d'organisations non gouvernementales pour la famille (New York) sont particulièrement préoccupées par le peu de place accordée à la question de la famille à proprement parler dans les débats menés par la Commission du développement social. Parce que, sur le plan social, la famille est un facteur d'intégration des individus et des groupes, tous les thèmes abordés par la Commission l'intéressent à la fois en tant que partenaire pour le développement durable et l'intégration sociale et en tant qu'institution à soutenir et à renforcer. Les recommandations suivantes sont donc soumises à la Commission pour examen et incorporation aux conclusions concertées qui pourraient être adoptées à la présente session en cours :

a) Il faudrait demander au Secrétariat de l'ONU d'élaborer un rapport qui sera présenté à la Commission à sa trente-huitième session, et qui aura pour objet de déterminer si la structure des familles au niveau national est dûment prise en compte dans les politiques et programmes pertinents;

b) Les gouvernements devraient être invités à mener des évaluations d'impact social, conformément aux recommandations figurant dans le rapport de l'Atelier d'experts sur les moyens d'améliorer la protection sociale et de réduire la vulnérabilité, en accordant une attention particulière aux incidences des politiques et programmes découlant des lois proposées sur le bien-être des familles, afin de dégager une approche de prévention active en matière de gestion des risques et de réduction de la vulnérabilité.

En résumé, la protection des familles et de leur bien-être doit être au centre de l'action sociale. La famille forme la base de la société et c'est essentiellement en son sein que se forment les valeurs, attitudes, croyances et comportements. Lorsqu'elle évolue dans de bonnes conditions sur le plan spirituel, physique, économique et psychologique, la famille contribue dans une large mesure à responsabiliser

les communautés et les nations. C'est dans cet esprit que la Communauté internationale bahaïe et les organisations non gouvernementales susmentionnées enjoignent la Commission de s'acquitter de ses tâches.
